

21 — La soie naturelle des Hauts-Plateaux de Madagascar : les facteurs socio-institutionnels entravant une filière dynamique et pérenne

Misha R. RABEARISOA, Bruno S. RAMAMONJISOA, Marc PONCELET, Olivia L. RAKOTONDRA SOA, Gabrielle L. RAJOELISON, Éric HAUBRUGE, Tsiresy M. RAZAFIMANANTSOA, Noromalala RAMINOSOA, François J. VERHEGGEN, Jan BOGAERT

Le ver à soie sauvage endémique ou *Borocera cajani* a une grande importance culturelle, sociale et socio-économique dans les Hauts-Plateaux malgaches mais est également sujette à des processus de dégradation et de raréfaction. Dans l'optique de gérer durablement cette ressource et son habitat *Uapaca bojeri*, également endémique à Madagascar, une étude de la filière séricicole combinant des approches économiques et socio-anthropologiques a été menée. L'analyse filière éclaire les réalités rurales sous-jacentes aux facteurs économiques et l'approche socio-anthropologique tente de lier tous ces facteurs à des considérations plus sociales. L'étude se focalise sur des contextes de transferts de gestion dans les régions d'Itasy et d'Amoron'i Mania. En définitive, il apparaît que des facteurs institutionnels, économiques et sociaux déterminent le dynamisme potentiel et actuel de la filière soie sauvage. Considérer tous ces paramètres dans leurs interactions est essentiel pour une vision durable de gestion de ces ressources.

Natural silk of the Malagasy Highlands: socio-institutional factors inhibiting a dynamic and sustainable production chain

Despite the cultural, social and socio-economic importance for societies situated in the Highlands of Madagascar, the endemic silk moth *Borocera cajani* and its habitat *Uapaca bojeri* are endangered by many factors. In order to sustainably manage these resources, the silk production chain has been studied combining economic and socio-anthropologic approaches. Silk chain production analysis situates the underlying rural realities in an economic context; socio-anthropological considerations link those economic factors to their social context. The current study focuses on decentralized natural resource management in Itasy and Amoron'i Mania. It appears that institutional, economic and social factors tend to determine silk moth production chain dynamics. Considering all of these parameters and their interactions is considered crucial for a sustainable management of these endangered resources.

21.1. INTRODUCTION

L'intérêt culturel de la soie sauvage (communément et localement appelée *landibe*) est traditionnellement caractérisé par des valeurs s'articulant autour du culte des ancêtres ainsi que du respect des anciens dans la société malgache (et spécifiquement celle des Hautes Terres) (Serre-Ratsimandisa, 1978 ; Willame, 1994 ; Graeber, 1995). Ainsi, depuis des siècles, l'usage de cette ressource pour les rites funéraires et les événements solennels sociaux s'est perpétué et a perduré. Le caractère endémique des vers à soie *Borocera cajani* (une dizaine d'espèces

du genre *Borocera*) et de leur habitat naturel *Uapaca bojeri* (ou *tapia* dans le langage local) a renforcé ce caractère identitaire et culturel de la soie sauvage sur les Hauts-Plateaux malgaches.

Ces ressources forestières (*landibe* et *tapia*) ont toutes deux d'autres vocations sociales que celles relatives à la sériciculture : usage des produits forestiers non ligneux tels que récolte de cocons notamment pour l'entomophagie et la vente, cueillette de fruits de *tapia* (dans la perspective autant de consommation que de vente), mais également du *tapia* en tant que ressource ligneuse (bois d'énergie, etc.) et de la forêt comme réserve foncière agricole. L'économie de produits issus de la forêt de *tapia* a donc toute son importance dans une économie marquée par la rareté et où la production familiale reste centrale en termes de subsistance quotidienne des populations locales.

Historiquement, la sériciculture était déjà pratiquée au 16^e siècle à Madagascar (CITE et al., 2009). La soie sauvage était la seule variété utilisée dans toutes les activités séricoles jusqu'à l'introduction au 19^e siècle de la soie d'élevage. Outre la collecte en forêt, les paysans malgaches pratiquaient un semi-élevage de *landibe* dans les forêts de *tapia* à cette époque. Pendant les périodes monarchiques suivantes, la réputation en termes d'expertise et de dynamisme de certaines régions productrices de produits de tissage en soie naturelle telles qu'Arivonimamo (*B. cajani* principalement) et Ambohidrabiby (essentiellement *Bombyx mori*) était certaine (pour les références géographiques des sites mentionnés dans le présent article, voir **Tableau 21.1** et **Figure 21.1**). La réputation d'antan des produits locaux, l'importance économique potentielle de la filière ainsi que les menaces actuelles ont conduit au choix du site principal d'Arivonimamo pour commencer cette recherche. Des recherches socio-économiques complémentaires ont été ensuite réalisées dans la région d'Amoron'i Mania.

Tableau 21.1. Coordonnées géographiques des sites et localités étudiés pour les régions d'Itasy, d'Antananarivo et d'Amoron'i Mania. Celles-ci se réfèrent à des points spécifiques différents selon la localité (mairie, habitation du chef *fokontany*, etc.).

Région	Localité	Latitude	Longitude
Antananarivo	Ambohidrabiby	18° 46'S	47° 37'E
Itasy	Amby	19° 01'S	47° 07'E
	Andramalaza	19° 03'S	47° 09'E
	Ankalalahana	19° 00'S	47° 07'E
	Arivonimamo	19° 00'S	47° 09'E
	Mahadonga	19° 03'S	47° 08'E
	Vatolaivy	18° 57'S	47° 06'E
Amoron'i Mania	Ambositra	20° 31'S	47° 14'E
	Ambatofinandrahana	20° 33'S	46° 48'E
	Ambatomenaloha	20° 31'S	46° 46'E
	Andrahalana	20° 33'S	46° 45'E
	Ifasina	20° 31'S	46° 39'E
	Itremo	20° 35'S	46° 38'E
	Isoavina	20° 39'S	47° 05'E
	Sandrandahy	20° 20'S	47° 17'E
Vinany	20° 31'S	46° 48'E	

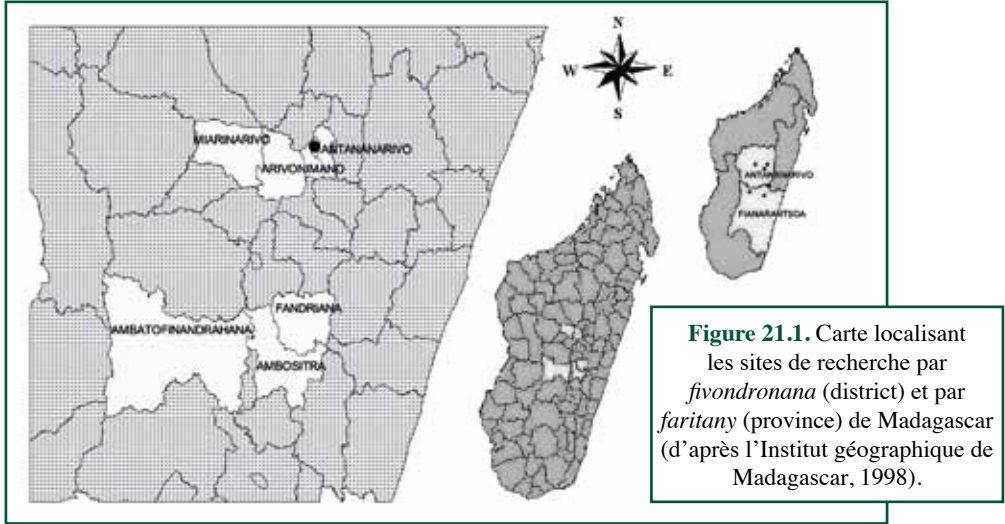


Figure 21.1. Carte localisant les sites de recherche par *fivondronana* (district) et par *faritany* (province) de Madagascar (d'après l'Institut géographique de Madagascar, 1998).

Une surexploitation de ces ressources semble avoir eu pour conséquence une raréfaction de celles-ci au point de menacer leur pérennité. Le projet de recherche cherche à évaluer les facteurs biologiques, environnementaux et socio-économiques à l'œuvre. Dans une perspective socio-économique, c'est une relative désaffection qui semble avoir caractérisé la collecte et l'exploitation des cocons dans certaines régions. La visée de cet article est donc de comprendre les raisons de cette réduction et de cette relative désaffection en envisageant globalement les logiques socio-économiques paysannes et d'éclairer le lien souvent posé (à tort ou à raison) entre le niveau de pauvreté et la dégradation des ressources naturelles locales.

La raréfaction des ressources sur le dynamisme de la filière s'est traduite par des régimes de vitalité très contrastés. Aux périodes monarchiques qui auraient été fastes, ont succédé d'autres périodes bien plus mornes telles que la période coloniale qui a connu les premières réglementations relatives à la collecte de *landibe*. Des tentatives visant à soutenir la production nationale de tissus ont vu le jour dans les décennies 1960 et 1970. Des fermes d'État et des laboratoires séricicoles ont été créés pour la soie d'élevage. Les années 1980 ont marqué le désengagement de l'État et l'entrée en scène des projets de développement en matière de sériciculture notamment à travers le financement de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le Développement (CITE et al., 2009). Au début du second millénaire, les perspectives de développement dans cette filière semblaient s'intensifier sous la forme de projets, comme déjà souligné dans le chapitre 20.

Il apparaît que ces variations ont été tout autant déterminées par les essais successifs de gouvernance (programmes d'appui tels que mise en place de centres de vulgarisation séricicoles vers 1979, appuis de projets ou d'ONG tels que le Programme de Soutien au Développement Rural dans les années 2000 ou les interdictions d'exploitation vers le début de l'ère coloniale), que par l'environnement socio-économique général et les logiques d'adaptation des villageois (Rakotoalison et al., 2000).

Aujourd'hui, les statistiques sur le nombre et la proportion d'acteurs concernés par la sériciculture (spécifiquement sur Arivonimamo) montrent une diminution (SISEM, 1984; CITE et al., 2007). La pratique séricicole relative à la soie sauvage n'étant plus stable, une

grande partie des producteurs réagissent de manière opportuniste et contextuelle pour s'adapter aux aléas de la disponibilité et des prix de la matière première.

L'activité de collecte et de transformation n'étant plus profitable aux yeux de beaucoup, elle est souvent délaissée au profit d'autres activités considérées comme plus lucratives. Plusieurs acteurs préfèrent ainsi migrer temporairement ou exploiter l'or dans les différents cours d'eau des environs d'Arivonimamo que de continuer une activité de tissage ou de filage. Presque une famille sur deux dans les villages concernés possède du matériel servant au tissage ou à la filature, mais la majorité ne l'utilise qu'occasionnellement. La pratique séricicole est devenue une activité opportuniste et non régulière. Elle est surtout reprise pendant les périodes de soudure, en général d'août à décembre. L'activité en tant qu'opportunité de marché n'est réalisée que lorsqu'elle n'empiète pas sur les activités de subsistance telles que l'agriculture.

La collecte de cocons, par contre, est réalisée le plus souvent pendant les périodes de récolte, deux fois par an, par les enfants et, dans une certaine mesure, par les femmes à des moments creux de la journée. La collecte n'induit alors presque aucune contrainte sur les autres activités agricoles considérées comme principales. Les quantités de cocons récoltés ne suivent pas toujours la demande en matières premières. À Arivonimamo, la production annuelle de coques (cocons déjà dévidés de leur chrysalide) est estimée à 388 kg (environ quatre ou cinq tonnes de cocons non dévidés) en 2007 et à 980 kg en 2009 (CITE et al., 2007). La production totale de cocons atteint donc un peu plus d'une quarantaine de tonnes à l'année pour les principales régions des Hauts-Plateaux (principalement Amoron'i Mania et Itasy) (CITE et al., 2009).

D'un autre côté, en tablant sur le rendement de cocons par hectare de bois de *tapia* (estimation faite par Ny Tanintsika et évaluée à 50 kilos de cocons de soie sauvage à l'hectare (CITE et al., 2007)), la production réelle est largement en deçà du rendement théorique des bois de *tapia*. D'ailleurs, les formations de *tapia* sont également sujettes à des dégradations continues qui réduisent leur surface et donc la matière première potentielle de *landibe* (REDD-FORECA, 2009). Cette évolution de la filière semble différente d'une région à l'autre des Hauts-Plateaux malgaches. La filière soie sauvage dans la région d'Ambositra apparaît, de nos jours, plus dynamique que celle d'Arivonimamo. Une qualité spécifique semble faire la renommée de ses produits par rapport à ceux d'Arivonimamo (SISEM, 1984; CITE et al., 2009).

Empiriquement, cette dynamique plus affirmée d'Ambositra apparaît comme liée à une meilleure organisation socio-économique de la filière et de la production. Dans cette région, les structures de production intègrent davantage différents stades de la production, alors que celle-ci est plus souvent indépendante à Arivonimamo. Ensuite, la saisonnalité de la demande crée un marché apte à absorber et donc à rentabiliser les coûts de production connus dans cette région. Cette saisonnalité correspond aux demandes de produits soyeux par les touristes. Ce marché est largement plus important dans la région d'Ambositra puisqu'il y a beaucoup plus de touristes. En effet, Ambositra se situe sur l'axe sud de plusieurs des circuits touristiques les plus réputés de Madagascar. De plus, la région a une tradition artisanale très réputée attirant beaucoup de clients potentiels (touristes comme locaux).

Ces premières considérations générales balisent donc la problématique principale : quelles sont concrètement les caractéristiques déterminant une filière sériciculture (*landibe*) dynamique et pérenne sur les Hauts-Plateaux de Madagascar ? Nous identifierons aussi les ressorts d'une

relance durable et pérenne des activités économiques et revenus liés à l'exploitation de cette ressource naturelle jusqu'ici plutôt sauvage malgré les pratiques et tentatives de semi-élevage (la reproduction naturelle se faisant à l'état sauvage, divers essais de semi-élevage, à travers la reproduction des œufs au stade larvaire par exemple, ont été initiés avec plus ou moins de réussite).

21.2. MÉTHODOLOGIE

En vue de formuler des hypothèses plus précises sur le contexte et les déterminants de la filière séricicole actuelle du *landibe* sur les Hauts-Plateaux, une analyse économique et une analyse socio-anthropologique ont été utilisées en combinaison. L'analyse économique comparative de la filière s'est avérée indispensable pour évaluer les paramètres déterminant le dynamisme (ou non) de chacune des deux régions : Itasy et Amoron'i Mania. Cependant, une analyse économique de la filière, centrée donc sur les produits-marchandises, ne permettrait pas de rendre pleinement compte des pratiques actuelles, ni du potentiel de redéploiement des activités productives autour de cette ressource.

L'hypothèse posée est que les traductions locales des réformes entreprises ont profondément transformé les conditions d'accès à cette ressource et ses usages par les ruraux.

L'approche économique ou filière générale (Gereffi et al., 1994 ; Hopkins et al., 1994 ; Duteurtre et al., 2000 ; Trefon et al., 2007) propose tout d'abord une description des entrées/sorties, de la couverture de cette filière ainsi que de son fonctionnement qui a pour objectif de mettre en exergue sa configuration. L'analyse de la structure de gouvernance est importante dans le sens où elle permet de comprendre le fonctionnement et l'organisation de la filière (les barrières à l'entrée, le cadre organisationnel, etc.). Enfin l'analyse du cadre institutionnel permet de mieux comprendre les conditions dans lesquelles les acteurs interagissent entre eux (accès aux marchés et à l'information), de compléter l'analyse filière et de valider sa pertinence au niveau pratique dans les zones concernées. Empiriquement, les analyses relatives à la description se sont basées sur des suivis des modes de production de différents acteurs basés sur les typologies des acteurs. Les acteurs identifiés au sein des villages étant surtout caractérisés par des modes de production très segmentés par exemple (uniquement de la filature, du tissage, de la cueillette, etc.) et de l'usage de technologies très rudimentaires. L'analyse de la structure de gouvernance s'est penchée sur les caractéristiques normatives et techniques de fonctionnement de cette filière. Combinée à l'analyse du cadre institutionnel, cette dernière a permis de montrer le mode de fonctionnement et d'organisation général de la filière. Les deux régions de référence ont été comparées.

L'analyse socio-anthropologique s'est principalement basée sur des analyses des stratégies d'action des acteurs concernés par le sujet. La démarche adoptée consiste à analyser le comportement des acteurs locaux dans des contextes d'interventions « développementistes » (bien au-delà des objectifs environnementaux ou sociaux des projets, ces contextes voient ainsi se redéfinir les arènes politiques locales, les rapports aux administrations et aux légitimités « traditionnelles » (Olivier de Sardan, 1995). Les ressorts du monde social villageois sont alors perçus sans opposer les institutions traditionnelles ou culturelles et les institutions « contemporaines » administratives, politiques et économiques ; sans opposer des logiques individuelles aux logiques collectives, sans opposer ce qui est socialement raisonnable,

historiquement compréhensible et économiquement rationnel dans un contexte donné. Évoquer des logiques dans cette perspective vise précisément à décrire comment ces différents registres s'articulent dans des référents socio-économiques relativement stables, articulés et éprouvés par les acteurs et qui s'éloignent des référents officiels. On évoquera ici la logique de sécurisation globale (sociale) des familles rurales et on évoquera par ailleurs les normes pratiques qui gouvernent les rapports aux nouvelles institutions censées « transférer la gestion des ressources naturelles » aux usagers ruraux.

Une référence à la société « locale » a été opérée, mais il ne s'agit pas de concevoir pour autant celle-ci comme étant coupée du monde extérieur, bien au contraire. Il s'agit de proposer un cadre aux rationalités sociales adoptées par les acteurs locaux en fonction des contextes de la filière considérés. Au niveau de la région d'Itasy, quatre *fokontany* ont été enquêtés : trois appartenant aux sites retenus par le projet (Ankalalahana, Amby et Vatolaivy) et le dernier (Andramalaza, site spécifique au volet socio-anthropologique) en vue d'évaluer l'incidence de l'existence ou non d'un transfert de gestion (site qui appartient toujours à la commune concernée d'Arivonimamo II). Quarante-quatre villages ont été enquêtés, tous intégrés au sein de 8 *fokontany* et de 3 communes toutes rurales. Pour ce qui est de l'Amoron'i Mania, quatre communautés de base (VOI ou *Vondron'Olova Ifotony*) localisées dans quatre *fokontany* différents ont été analysés. Cette partie également spécifique au volet socio-anthropologique se veut complémentaire de l'analyse filière qui a été initiée dans ces localités.

En matière d'analyse filière, les localités d'Arivonimamo, d'Antananarivo et d'Ambositra ont servi de zones d'études en tant que lieux d'interface principaux de tous les secteurs de la filière de leurs régions respectives, à l'exception d'Antananarivo qui constitue une plaque tournante des deux zones (voir chapitre 20).

La production de données s'est principalement inspirée des méthodes de production de données caractéristiques de la socio-anthropologie du développement basée sur la méthode ECRIS (Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques) et sur des enquêtes à base qualitative (Olivier De Sardan, 2008). Au total, 478 entretiens (basés soit sur des méthodologies strictement économiques soit socio-anthropologiques) ont été menés dans la totalité des sites entre 2008 et 2012.

21.3. CONSTATS

21.3.1. Stratégies locales adoptées face aux processus d'interventions externes

- *Faiblesse des appuis institutionnels publics*

Dans les années 1990, suite au constat du dysfonctionnement des politiques publiques locales, Madagascar s'est lancé dans un processus de décentralisation et de déconcentration des pouvoirs de l'État. Face à la dégradation des ressources naturelles et dans un courant international libéral et participationniste, il a été choisi de responsabiliser les communautés locales en instituant un processus de transferts de gestion. Nouvelle association locale à adhésion libre et dont les responsables sont élus, le VOI constitue le fondé de pouvoir légal représentant la communauté désormais responsable des ressources naturelles locales (Gestion Locale Sécurisée ou GELOSE).

L'implémentation de ces nouvelles institutions en vue d'une gestion durable des ressources naturelles a contribué à affaiblir les prérogatives (traditionnelles) des populations autochtones. Ces institutions sont le plus souvent peu opérationnelles ou détournées de leurs objectifs. En effet, cette nouvelle configuration a introduit de nouveaux acteurs et donc de nouveaux rapports d'intérêts qui ont induit de nouveaux rapports de pouvoir dans la société rurale malgache. La remise en cause des configurations institutionnelles traditionnelles dans le domaine environnemental a entraîné des dysfonctionnements jusqu'au cœur des systèmes sociaux traditionnels.

En matière d'accès aux ressources forestières, aux mécanismes officiels de sanction répondent toujours des normes pratiques et des pratiques de médiation/sanction à l'amiable. Ces normes et pratiques sont bien entendu étrangères aux cahiers de charge et aux cahiers de sanction « officiels » des VOI. Mais tous les VOI existant dans les villages concernés appliquent des processus informels de médiation/sanction. Seuls les cas les plus graves sont renvoyés vers les institutions de tutelle dans les cas où les pratiques réprimées entraînent des conséquences néfastes sur la communauté ou sur le responsable. Le circuit officiel de recours du VOI passe par le *fokontany*, la commune et enfin les services décentralisés de l'État (respectivement le service forestier, la gendarmerie et la justice).

- *Les normes pratiques occupent le terrain*

Le manque d'appui effectif des autorités publiques censées être les chaperons hiérarchiques de ces structures décentralisées est patent. Ceci induit de fait, sur le plan des responsabilités, un cercle vicieux dans la mise en œuvre de la protection des ressources naturelles transférées aux populations locales. Ainsi, les mesures prises par les VOI le sont toujours d'abord sur base d'une négociation avec les autres acteurs locaux plutôt qu'en fonction des normes existantes. Les mesures visant à réguler la collecte de cocons sont *de facto* inefficaces puisque inefficaces. Les décisions censées réguler l'accès aux ressources sont prises sur base de considérations sociales et non pas en fonction des normes et règles institutionnelles établies par le transfert de gestion et ses institutions. Ceci n'exclut en rien les coups de force et arrangements rarement favorables aux moins nantis.

Parmi les pratiques et stratégies typiques au niveau des acteurs ruraux, la préférence est plutôt accordée aux rapports familiaux et l'engagement est apparemment très limité à l'égard des associations volontaires. Les communautés familiales préservent des valeurs d'unité et de vision collective et incarnent des systèmes de sécurisation éprouvés dans lesquels (faute de mieux) sont déclinés les intérêts et stratégies individuels. Dans un contexte où l'absence de structures de régulation est évidente, la motivation au regroupement associatif est faible sauf dans sa déclinaison familiale. « À partir du moment où on est en famille, nous serons plus enclins à nous associer ou travailler collectivement » (tel est le discours le plus fréquemment relevé lors des enquêtes relatives à cette réticence au regroupement.). L'adhésion au VOI est surtout considérée comme un moyen d'accéder aux ressources. Les « règles du jeu », donc les réglementations de ces institutions en charge de la gestion des ressources naturelles locales ne sont pas fiables aux yeux de nombreux paysans et acteurs locaux. Elles semblent flexibles à souhait au gré des desideratas et stratégies des courtiers et intermédiaires. Sur le terrain, aucun VOI conforme à son mode de fonctionnement théorique n'a été identifié, la plupart ne pouvant prétendre rencontrer les objectifs initiaux. Les réglementations restent inconnues de nombreux membres et sont largement détournées au profit des notables.

21.3.2. Structures de production de la filière

Une première constatation permet de montrer que les acteurs qui ont pérennisé leurs activités de production séricicole ont tous la caractéristique d'avoir effectué un processus d'intégration verticale. De manière générale, l'intégration verticale qui peut se faire par sous-traitance ou contrat flexible permet à ceux qui la pratiquent d'augmenter leurs bénéfices et de réduire certains risques de production (en matière d'approvisionnement notamment), le meilleur exemple (et le cas le plus fréquent pour les deux sites étudiés) étant le regroupement familial pour une grande partie du processus de production. Cette stratégie leur a permis entre autres de réduire certains coûts de transaction inhérents à la filière soie naturelle. L'étude se consacre principalement à la fibre de soie sauvage, mais comme les acteurs font également de la soie d'élevage, il serait erroné de strictement distinguer les productions.

Empiriquement, il est assez peu fréquent de voir des intermédiaires (collecteurs) entre les éleveurs et les fileurs pour la soie d'élevage alors que c'est très souvent le cas pour la soie sauvage (**Figure 21.2**). Bien que quelques acteurs semi-professionnels commencent à intégrer cette part du processus de production au niveau du *landibe*, il est assez rare de retrouver la configuration d'acteurs (8) typique de la filière soie d'élevage. Les rares acteurs approchant au plus près ces caractéristiques de production sont surtout des transformateurs de *landibe* qui ont de grandes capacités de production et qui ont les moyens de regrouper plusieurs segments de production sous une même exploitation mais constituent une petite minorité souvent absente des villages. L'exemple des entreprises familiales (Rakotomalala et frères sur Antananarivo et plusieurs familles productrices semi-professionnelles d'Ambositra et Sandrandahy) est typique de ce processus. La presque totalité des acteurs ayant la sériciculture comme activité permanente au niveau des sites de travail ont la caractéristique de pouvoir compter sur des structures de production caractérisées par différents segments et reposant sur des relations affinitaires assurant une sécurisation des circuits de production (cercle familial ou dans certains cas assez rares associatifs).

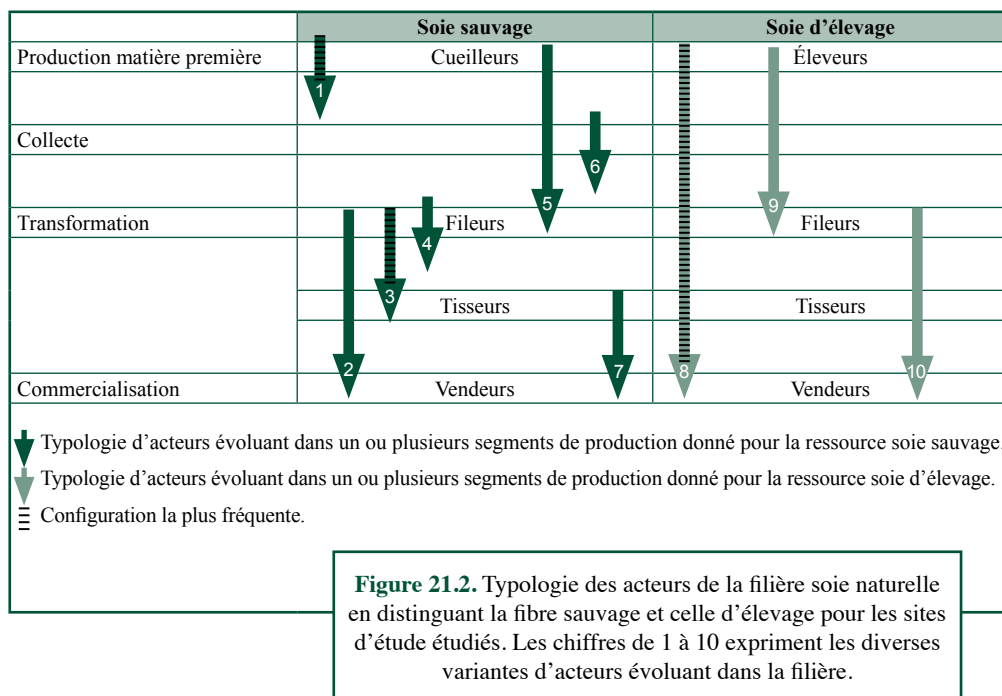
Dans les villages d'Arivonimamo, la typologie typique des acteurs représente surtout de petits producteurs (filateurs ou tisseurs) ayant des caractéristiques opportunistes de production ainsi que des capacités technologiques très limitées. Les opportunités de production se traduisent souvent par des commandes ponctuelles qui ne concernent qu'un seul segment de production : soit du fil, soit des tissus. Pour les tissus, le plus souvent, le fil est fourni. Les producteurs dans ces villages ne sont assimilés qu'à de la main-d'œuvre tout simplement.

L'activité de collecte est, elle, dans la plupart des cas, indépendante de la pratique de production de matière première et indépendante de celle de transformation (cas du *landibe* ici). La production de cocons est effectivement sujette aux fluctuations saisonnières de l'espèce en elle-même (pour l'instant) et donc encore indépendante des méthodes de production.

- *Rapports de production : prépondérance de l'approvisionnement et des débouchés*

Une première analyse permet de montrer qu'intégrer des segments de production favorise de plus grandes marges bénéficiaires et limite les risques dans la mesure où l'acteur n'aura plus à subir les aléas d'approvisionnement en cocons.

La comparaison des comptes d'exploitation suivants se basera sur deux scénarios de production pour une tisseuse d'Arivonimamo qui produit environ 218 pièces soyeuses à l'année (**Tableaux 21.2a, 21.2b et 21.3**). Le premier considère l'activité de tissage suivant



le cas d'achats de fils pour la transformation de produits finis. Le second scénario présente l'activité pour produire des produits finis, le transformateur produira lui-même les fils dont il aura besoin. Cette référence de production est posée après suivi des habitudes de production de cet acteur. L'équivalent en matières premières de cette production totale est estimé à 32 kg de cocons non rembourrés (les étapes de traitement du cocon pour le filage sont les suivantes : le cocon qui est déjà dévidé est nettoyé et brossé ; par la suite, ces cocons sont assemblés par trois, quatre ou cinq selon les habitudes des fileurs ; c'est à cette étape que l'on qualifie les cocons de « rembourrés »). Cet acteur fait autant de la filature que du tissage mais pour ces 218 pièces, il achète du fil au marché (il ne produit du fil que lorsqu'il en reçoit commande). Tout le matériel de l'exploitation est constitué par un métier traditionnel et par un rouet. Les postes de charges/produits pour les deux cas de production sont orchestrés indépendamment (filature et tissage). Ces données (**Tableaux 21.2a, 21.2b et 21.3**) montrent qu'adopter un mode de production proche de la caractéristique (8) (**Figure 21.2**) du schéma de production de soie d'élevage serait propice à la rentabilité de l'exploitation. En effet, en supposant que l'acteur ait intégré tous les processus de production du traitement du cocon au tissage (en produisant donc lui-même les fils dont il aura besoin), on arrive à une marge bénéficiaire de 2 356 800 MGA (**Tableau 21.3**) pour les mêmes postes de production en produit fini alors qu'elle est de 1 456 000 MGA en achetant les fils (**Tableau 21.2b**).

Ceci montre que l'intégration du secteur production de fils permet de dégager plus de marge bénéficiaire et assure un approvisionnement plus sécurisé en cocons et en fils évitant ainsi toute rupture.

Tableau 21.2a. Tableau d'exploitation relatif à la filature de fils nécessaires au tissage de 218 pièces de produits soyeux, un acteur situé à Arivonimamo.

CHARGES	Unité	Quantité	PU (MGA)	Total (MGA)	Pourcentage
AMORTISSEMENT					
Matériel et équipement (rouet et autre matériel)				40 000	3,9
TRAVAUX					
Main-d'œuvre (brossage et rembourrage)	Kilogramme	32	2 000	64 000	6,3
INTRANTS					
Coques de soie sauvage assemblées par 3	Kilogramme	32	18 000	576 000	56,5
Savon	Pièce	32	500	16 000	1,6
Carbonate de soude (g/l)	4 grammes	32	100	3 200	0,3
Autres charges (combustible, déplacement, etc.)	Kilogramme	32	10 000	320 000	31,4
TOTAL CHARGES (COÛT DE PRODUCTION)				1 019 200	100,0
PRODUITS					
Fil grège	Écheveau	1 920	1 000	1 920 000	100,0
TOTAL PRODUITS					
MARGE BÉNÉFICIAIRE				900 800	

Tableau 21.2b. Tableau d'exploitation relatif au tissage de 218 pièces de produits soyeux en achetant les fils de soie nécessaires à la production, acteur situé à Arivonimamo.

CHARGES	Unité	Quantité	PU (MGA)	Total (MGA)	Pourcentage
AMORTISSEMENT					
Matériel et équipement				15 000	0,4
TRAVAUX					
Main-d'œuvre tissage par pièces	H/j	218	2 000	436 000	12,7
Main-d'œuvre pour écheveaux	Écheveau	1 920	500	960 000	27,9
INTRANTS					
Fils	Écheveau	1 920	1 000	1 920 000	55,7
Teinture	Sachet	73	1 000	73 000	2,1
CHARGES ADMINISTRATIVES					
Commune		1	20 000	20 000	0,6
Contribution		1	20 000	20 000	0,6
TOTAL CHARGES (COÛT DE PRODUCTION)				3 444 000	100,0
PRODUITS					
Écharpe	Pièce	72	20 000	1 440 000	29,4
<i>Lamba</i> (Châle)	Pièce	24	25 000	600 000	12,2
<i>Lamba Bokaboka</i>	Pièce	24	40 000	960 000	19,6
Cravate	Pièce	12	15 000	180 000	3,7
<i>Lamba mixte</i>	Pièce	86	20 000	1 720 000	35,1
TOTAL PRODUITS		218		4 900 000	100,0
MARGE BÉNÉFICIAIRE				1 456 000	

MGA : Malagasy Ariary.

Tableau 21.3. Compte d'exploitation intégrant le processus de filature à la production de 218 pièces de produits soyeux, acteur situé à Arivonimamo.

CHARGES	Unité	Quantité	PU (MGA)	Total (MGA)	Pourcentage
FILATURE					
AMORTISSEMENT					
Matériel et équipement				40 000	1,6
TRAVAUX					
Main-d'oeuvre (brossage et rembourrage)	Kilogramme	32	2 000	64 000	2,5
INTRANTS					
Coques de soie sauvage assemblées par 3	Kilogramme	32	18 000	576 000	22,6
Savon	Pièce	32	500	16 000	0,6
Carbonate de soude (g/l)	4 grammes	32	100	3 200	0,1
Autres charges (combustible, déplacement, etc.)	Kilogramme	32	10 000	320 000	12,6
TISSAGE					
AMORTISSEMENT					
Matériel et équipement tissage				15 000	0,6
TRAVAUX					
Main-d'oeuvre tissage par pièces	hj	218	2 000	436 000	17,1
Main-d'oeuvre pour écheveaux	Écheveau	1 920	500	960 000	37,7
INTRANTS					
Teinture	Sachet	73	1 000	73 000	2,9
CHARGES ADMINISTRATIVES					
Patente		1	20 000	20 000	0,8
Contribution		1	20 000	20 000	0,8
TOTAL CHARGES (COÛT DE PRODUCTION)				2 543 200	100,0
PRODUITS					
Écharpe	Pièce	72	20 000	1 440 000	
<i>Lamba</i> (Châle)	Pièce	24	25 000	600 000	
<i>Lamba Bokaboka</i>	Pièce	24	40 000	960 000	
Cravate	Pièce	12	15 000	180 000	
<i>Lamba mixte</i>	Pièce	86	20 000	1 720 000	
TOTAL PRODUITS				4 900 000	
MARGE BÉNÉFICIAIRE				2 356 800	

MGA : Malagasy Ariary.

Deux paramètres s'avèrent pourtant, ici, essentiels à la pérennité de ce type d'activité de production : la disponibilité et le coût des matières premières d'une part et celui des débouchés d'autre part.

Plus le coût de la matière première sera élevé, plus le producteur sera handicapé au niveau des marges bénéficiaires. De plus, même avec un circuit d'approvisionnement parfait, en l'absence d'un marché susceptible de proposer des prix et une capacité d'absorption des produits acceptables, le producteur sera tout autant perdant. La région d'Amoron'i Mania a un avantage de ce point de vue puisque comme décrit dans le paragraphe suivant, les circuits

d'approvisionnement fournissent un cadre de prix plus stable. De plus, ces prix (ceux des produits finis) sont non seulement stables mais également élevés pour Amoron'i Mania. Au niveau d'Arivonimamo, ces prix élevés ne s'obtiennent qu'en utilisant le circuit de vente par consignation qui n'est pas très sûr pour les producteurs (**Tableau 21.4**).

Tableau 21.4. Prix de vente des écharpes moyennes et des châles selon les contextes et les localités considérés, notamment Ambositra, Arivonimamo et Antananarivo.

	Écharpe moyenne (MGA)	Châle ou <i>Lamba</i> (MGA)
Ambositra	30 000	40 000
Arivonimamo : Prix immédiat	15 000	20 000
Arivonimamo : Prix sous consignation	20 000	25 000 à 30 000
Prix de vente dans les boutiques (de luxe) principalement sur Antananarivo	40 000 à 200 000	50 000 à 200 000

MGA : Malagasy Ariary.

Ce sont les boutiques de luxe de Tananarive qui font la plus importante marge bénéficiaire sur les produits d'Arivonimamo. À Ambositra, ce sont les producteurs eux-mêmes qui vendent au consommateur final. Le plus souvent, ils se regroupent en association et ont en commun une boutique de vente. Seule une petite proportion de la production passe par les boutiques de luxe ou spécialisées.

- *Structures de gouvernance : incidence de l'échelle de la filière sur le fonctionnement des structures institutionnelles*

L'analyse des structures institutionnelles d'appui et de régulation relatives à la filière (les organismes d'appui, les différents services déconcentrés et décentralisés de l'État tels que les services forestiers, les VOI, etc.) rencontrées dans les zones de recherche permet de faire une première remarque. Le dynamisme contrasté rencontré dans les deux régions d'études s'explique également par le fait que : ces structures de gestion mises en place dans la région d'Itasy et qui tendent à se substituer de manière inefficace à des structures intermédiaires entre les différents processus de production réduisent le dynamisme de la filière (ici, il est entre autres question des VOI).

Dans l'Amoron'i Mania où elles sont tout aussi peu conformes à leur vocation, ces structures intermédiaires sont, relativement, facilement contournées par les acteurs lors de l'apparition de certaines caractéristiques d'oligopoles. Ici, le facteur étendu de la filière (**Tableau 21.5**) a un rôle important à jouer pour consolider des mécanismes pérennes d'approvisionnement.

Ce n'est pas le cas dans la région d'Arivonimamo qui peut difficilement (à un niveau local) contourner ces structures dans la perspective d'un processus de production. Ceci pourrait s'expliquer par rapport au contexte de l'échelle de la filière. Plus une filière est grande, plus il est difficile de la contrôler (tant dans un sens positif que négatif). Ainsi, dans tout processus de production dans l'Itasy, un acteur typique de la filière soie naturelle devra s'appuyer sur l'une de ces structures précitées pour asseoir son processus de production : pour le processus d'approvisionnement, les organismes d'appui tels que SAHA (une organisation non gouvernementale de développement rural), Ny Tanintsika, etc., ainsi que le VOI sont apparus comme des acteurs inévitables.

Tableau 21.5. Tableau des superficies de formations de *tapia* par VOI au niveau des sites de transferts de gestion étudiés. (Source : Services Forestiers d’Ambositra et de Miarinarivo)

Région	Localité	VOI	Superficie en <i>tapia</i> (ha)
Itasy	Amby	Meva	120
	Amby	Fanevasoa Hiavotra	70
	Amby	Filamatra Miaradia	90
	Amby	Herintsoa	46
	Ankalalahana	Fiat	272
	Vatolaivy	Faniry	185
	Vatolaivy	Iharintsoa	146
	Vatolaivy	Risika	165
Ambatofinandrahana	Ambatomenaloha	Tsarahasina	1 075
	Itremo	Fanavaozana	642
	Ifasina	Soahotanteraka	2 625
	Vinany	Firaisankina	393
	Andrahalana	Fitamihala	523

Les programmes développés par les institutions d’appui exercent ici une action caractéristique en Itasy. Dans un objectif d’équité et de durabilité, ils sont censés dynamiser les VOI en tant que structures d’interface entre la production de matière première et l’accès des transformateurs à cette matière première. Ainsi, dans le cas d’une échelle spatiale réduite, le passage par ces structures intermédiaires apparaît inéluctable. Dans les régions d’Arivonimamo, les collecteurs passent très souvent par la structure même du VOI pour avoir accès à la matière première.

Pourtant, au lieu de gérer efficacement et équitablement la ressource naturelle, ces structures limitent fortement le dynamisme de la filière (à cause de relations de clientélisme notamment). Il n’est pas rare de voir des acteurs individuels utiliser les VOI pour se constituer en vendeurs (individuels) de matière première. La structure collective d’appui est détournée à des fins personnelles. Ceci dérègle le circuit traditionnel du marché et fait que beaucoup d’acteurs non-initiés dans ces réseaux ont de grosses difficultés à s’approvisionner de manière régulière et selon leurs besoins.

Bien sûr, dans les zones de collecte et dans la région d’Amaron’i Mania, le rôle des VOI n’est pas dépourvu d’ambiguïté, mais, la présence d’une plus grande diversité d’acteurs confère au marché un rôle plus clair de fixation des prix et des quantités écoulées. Ainsi, dans les périodes normales de production de cocons, les prix sur les marchés sont assez stables. Les offres venues d’autres régions voisines d’Ambositra alimentent le jeu de la concurrence et stabilisent les prix pendant ces phases. Il est également à noter que la production régulière dans cette région fait que cette concurrence peut être bénéfique à la stabilisation des prix et de l’échange. En cas de production irrégulière, des décalages apparaîtront entre l’offre et la demande menant ces marchés vers des quasi-oligopoles. En effet, l’insuffisance de l’offre (le cas le plus fréquent) entraîne des déséquilibres dans la confrontation des offres et des besoins du marché. Cette situation se ramènera inévitablement aux problématiques de spéculations.

Par contre, et ceci rejoint le cas d'Arivonimamo, c'est dans les phases creuses de production que les spéculations se font le plus ressentir. Ceci est surtout dû au fait que ces offres et ces demandes ne passent plus par le marché conventionnel et ne laissent plus place à des phénomènes de régulation. L'existence d'une forte demande (plusieurs acteurs) face à une petite minorité d'offres fait fluctuer fortement les prix dans les périodes creuses, une situation différente de celle que l'on rencontre dans les marchés conventionnels, lorsque l'offre et la demande sont presque égales.

21.3.3. Les paramètres socio-institutionnels

• Incidence du facteur culturel sur la performance des producteurs d'Ambositra

Au niveau d'Ambositra, par rapport à Arivonimamo, on remarque un surplus tant en termes de dimensions que de temps passé au travail et de quantité de matières premières utilisées (**Tableau 21.6**).

Tableau 21.6. Rapports de production de linceul par région considérant deux types de fibres : le *landibe* et le *landy fotsy* qui est un mélange de fils de soie de mûrier produits à partir de bourres et de bourrettes (d'après SISEM, 1984).

Rapports de production par région	<i>Landibe</i>		<i>Landy fotsy</i>	
	Ambositra	Arivonimamo	Ambositra	Arivonimamo
Quantité de soie utilisée (grammes)	456	274	223	261
Dimensions moyennes d'une lame ou <i>Vitrana</i> (en cm)				
Largeur	55-60	50	59	47
Longueur	230	220	182	213
Temps moyen de production en homme/jour				
Filature	13	3	-	-
Tissage	3	2	4	2
TOTAL	16	6	4	2

La production individuelle dans la région d'Arivonimamo est plus dynamique que dans celle du Sud (en considérant la totalité des linceuls de soie naturelle et en termes de proportion et de productivité individuelles des acteurs, une minorité produit la quasi-totalité de la production) mais est concentrée sur quelques acteurs uniquement, spécifiquement pour les produits en soie sauvage. Dans la région d'Ambositra, on rencontre beaucoup plus d'acteurs étalés dans la filière production, mais avec une production moyenne conséquente par acteur individuel. En totalité, la production de produits finis en soie sauvage y est beaucoup plus élevée.

Dans la région d'Ambositra, la sériciculture apparaît comme une pratique routinière tandis que dans la région d'Arivonimamo, elle est à considérer comme une vraie activité.

«Pratique» est ici entendue dans le sens de «vie concrète», de façon habituelle de vivre. La pratique est intégrée dans la tradition culturelle de la région. À Ambositra (région Amoron'i Mania) elle est d'une certaine manière assimilée à une routine, à un processus cognitif. Bien sûr, le facteur démographique joue un rôle non négligeable. En termes de population, il y a beaucoup plus d'individus à Ambositra qu'à Arivonimamo. L'on serait tenté de dire que plus il y a d'individus, plus il y a d'acteurs et donc que plus il y aura de producteurs. Mais cette façon

de faire et de vivre est génératrice d'expériences et ainsi d'expertise spécifique. La production est orientée en fonction de cette expertise et non uniquement, en fonction de considérations de rentabilité.

De manière générale, les analyses des pratiques et procédés de transformation montrent que les individus et acteurs évoluant au niveau de l'Amoron'i Mania en font une « pratique » à part entière.

Cette caractéristique rejoint en grande partie la réputation de cette région comme culturellement orientée dans l'artisanat.

- *Incidence du facteur risque sur les structures collectives de production*

L'une des seules alternatives pour faire des économies d'échelle nécessaires à la pérennité de l'activité dans le contexte malgache est d'en faire une activité familiale. Dans ce cadre d'activité, l'apprentissage est transmis par côtoiement et fréquentation. L'apprentissage est informel et réalisé par immersion, seule manière de fournir une expertise acceptable dans la pratique pérenne de l'activité de tissage dans les villages enquêtés. Aucune école de tissage ni de filature n'existe et quand bien même, les ménages ruraux n'auraient pas les capacités de se payer des formations ou apprentissages.

Dans le processus de production, le cercle familial est la seule structure apte à offrir des garanties de sureté aux activités de production. Au niveau de ces activités, on peut parler de l'intégration de certains segments de production pour créer des économies d'échelle. En effet, dans le contexte social malgache, l'existence des conditions pour une concurrence parfaite n'est pas garantie. Les seules exploitations capables de fournir des produits en soie naturelle ont dans une large proportion un caractère familial et se transmettent de génération en génération (Thierry et al., 2008).

21.4. DISCUSSIONS

L'analyse de l'histoire de la filière des deux régions montre ainsi, respectivement, un passé propice au développement de la filière sériciculture. Par contre, le dynamisme respectif actuel n'est pas le même. L'analyse des caractéristiques des deux filières a mis en exergue certains facteurs prédominants :

- Le premier facteur est relatif à la ressource elle-même et donc en rapport avec sa disponibilité. La caractéristique de l'échelle en termes de superficie et institutionnelle des *tapias* est ici prépondérante.
- Le second facteur est institutionnel. En effet, les structures d'organisation et de fonctionnement des structures institutionnelles et des processus de production jouent un rôle clé dans le dynamisme de la filière.
- Enfin, le facteur culturel contribue grandement à la perpétuation d'une certaine expertise et pratique dans le temps. Entre autres, le vieil adage *betsileo* énonce que « les filles ne pratiquant pas l'artisanat, ne trouvent pas de prétendants ». Ceci est une façon de montrer la place de l'artisanat (spécifiquement vannerie et tissage) dans le quotidien *betsileo*, l'ethnie représentative de cette région.

21.4.1. L'intégration subordonnée, une alternative favorable à la filière

Dans le cadre d'un modèle centre/périphérie (Gereffi et al., 1994; Hopkins et al., 1994), en extrapolant ce concept à l'échelle des sites étudiés, la périphérie pourrait s'assimiler aux villages. Ces villages constituent la périphérie puisque dans la cartographie de la filière, on peut se rendre compte que la majeure partie des acteurs de la filière qui sont situés au sein des villages constituent tous des agents subordonnés (bien que dans la perspective actuelle ils ne sont pas encore tous intégrés verticalement). Ces agents sont caractérisés par des dotations technologiques très faibles par rapport aux autres acteurs plus professionnels de la filière (au mieux, ils possèdent un métier traditionnel). Ces agents sont également caractérisés par l'exercice d'activité à faible valeur ajoutée. Pour jouer sur la compétitivité, ils réduisent leurs coûts pour être plus attractifs (main-d'œuvre bon marché). Ceci a une conséquence certaine sur la qualité du produit livrable.

L'une des problématiques rencontrées à Arivonimamo est la présence d'une grande concurrence dans des segments identiques et dans un espace limité. Les capacités en ressources limitent la diversification et l'innovation si bien que les modes de production sont identiques du début à la fin du processus de production mais également dans le temps. Les techniques usitées en zone rurale il y a 10 ou 20 ans sont pratiquement les mêmes que celles observées actuellement. De même, la gamme de produits est sensiblement la même. Ainsi les tisseuses occasionnelles par exemple n'ont ni les moyens ni les capacités de se démarquer de leurs concurrents directs.

À quelques exceptions près, les vrais donneurs d'ordres se situent au sein de la cartographie « centre ». Ces acteurs sont technologiquement mieux dotés que les précédents acteurs. Ils ont la caractéristique d'évoluer dans les segments les plus rentables en termes de valeur ajoutée. Ces acteurs ont des critères de qualité qui sont plus restrictifs et qui mettent ainsi des barrières à l'entrée tant du circuit des intrants que de la sortie des produits finis. Ici, on peut parler des boutiques de luxe, de certains producteurs professionnels ou semi-professionnels. Les acteurs situés sur ce type de segment ont la caractéristique de pratiquer une intégration verticale (ou d'exercer leur pouvoir au sens de Gereffi (Gereffi et al., 1994), c'est-à-dire leur capacité à externaliser les activités à faible valeur ajoutée tout en incorporant celles à forte valeur ajoutée) à plus ou moins grande échelle au long de leur filière de production. Les boutiques de luxe jouent par exemple sur leurs capacités à consigner des produits soyeux à des prix plutôt avantageux aux producteurs ruraux pour leur imposer des conditions de vente souvent risquées. Il arrive fréquemment que des producteurs ne se fassent pas payer.

Si l'intégration verticale peut servir et favoriser les acteurs principaux, situés au centre (en réduisant leurs coûts et leurs risques, « flexibilité organisationnelle », etc.), ce processus d'intégration peut également améliorer la compétitivité des acteurs subordonnés en leur donnant la possibilité d'évoluer. Cette possibilité est surtout basée sur des concepts d'accès indirect à des marchés et à des coûts plus réduits (économies d'échelle) mais également grâce à l'accès à des informations techniques et l'apprentissage par la pratique (standards de qualité, normes, etc.). En effet, la filière actuelle (surtout sur Arivonimamo) a la caractéristique d'être très atomisée au sens économique du terme. Les acteurs ont des stratégies de production trop individualisées, or leurs capacités de production sont très faibles pour la plupart.

- *Regroupement*

Au vu des observations précédentes, une autre solution peut être fournie *a priori*. À défaut d'avoir accès à de grands segments du centre (à même de pouvoir fournir innovation, capital, savoir-faire, etc.), la redynamisation de la filière pourrait aussi passer par des réseaux, constitués notamment d'agents producteurs, qui sembleraient constituer la structure adéquate dans ce cadre. Il s'agirait de créer des réseaux entre segments semblables, basés sur la coopération, le partage d'informations et de savoir-faire. Pour une plus grande flexibilité, les acteurs ne seraient pas nécessairement liés structurellement mais pourraient concourir à la poursuite d'un même objectif. Dans cette perspective, on pourrait parler d'outils communautaires ou plus précisément associatifs jouant le rôle d'organismes facilitateurs.

Par contre, le principal problème de cette démarche repose sur la fragilité socio-économique de cette structure. Même si les acteurs sont assez flexibles pour permettre la mise en place de telles structures, ils sont trop atomisés pour permettre les apports capitalistiques favorisant la compétitivité (avance technologique et des capacités d'innovation). De plus, l'accès à des marchés plus grands (notamment international), n'est pas donné vu la taille et les capacités de production. On peut dès lors se demander si les caractéristiques comportementales des ruraux permettraient d'assurer une efficacité à ces organismes facilitateurs à créer.

21.4.2. Des rationalités basées sur des logiques de sécurisation contrecarrant cette alternative

- *Sécurisation et aversion aux risques*

L'individu adopte généralement une attitude fondée sur des principes de précaution et d'aversion au risque (Gondard-Delcroix et al., 2004). Les populations paysannes essaient en quelque sorte de se constituer un processus de reproduction non seulement stable (c'est-à-dire *exit* les risques) mais également durable. L'objectif étant la reproduction des bases considérées comme garantes de leur mode de vie, ce qui est bien différent des notions de fatalisme et de besoins primaires (Olivier de Sardan, 1995).

Dans un contexte précaire où plusieurs contraintes entrent en ligne de compte, un individu, et un paysan en particulier, élabore une stratégie visant à minimiser les risques susceptibles de compromettre sa reproduction sociale (y compris économique ou autre). L'une des logiques qui se retrouve généralement chez les paysans est donc la recherche de la sécurité même lorsqu'ils cherchent à augmenter leur production. On soulignera les investissements sociaux et dans la parenté, la réception sélective des interventions extérieures, etc. Il a déjà été souligné que les paysans exprimaient l'aversion au risque et privilégiaient l'adoption de stratégies qui concourent à pérenniser les structures collectives ou communautaires en vue de « lisser » les risques (Gannon et al., 2008).

- *Justice sociale et concepts de légalité et de légitimité*

D'une manière générale, les individus ruraux élaborent des stratégies pour se prémunir des risques. La reproduction du système social d'organisation qui s'est montré apte à produire un processus de compensation sociale équitable est prise en compte prioritairement par un paysan. Cette approche est basée sur des considérations de contreparties sociales au sens de Mauss et de Malinowski (Malinowski, 1968; Bonte et al., 2002). En effet, dans une société où l'assurance

sociale est défaillante, se prémunir contre les risques apparaît primordial. Cette prévoyance ne peut être assimilée à une prévision économique et implique l'ensemble des rapports sociaux (y compris les rapports de patronage, de clientélisme, de réciprocité, etc.). Les voies de reproduction sociale éprouvées et aptes à satisfaire les besoins élémentaires d'une communauté font que tous les domaines de besoins seront sous contraintes. Toute considération stratégique d'action au niveau d'un individu rural fera ainsi nécessairement référence aux contraintes qu'il jugera hiérarchiquement les plus importantes dans ce cadre de reproduction et par rapport au contexte social concerné.

En définitive, chaque logique adoptée sera influencée tout autant par des incidences collectives qu'individuelles et dépendra en fait des caractéristiques contextuelles considérées et perçues au moment du choix. Les institutions sociales collectives sur lesquelles les individus s'appuient constituent un «filet» de sécurité sociale pour eux. Il est à préciser, par contre, que la mise en branle de cette sécurité sociale n'est pas sans conséquence pour le bénéficiaire (Gannon et al., 2008) qui sera obligé et soumis à une réciprocité. Même en présence d'une hypothétique assurance sociale ou d'une perspective d'innovation techno-économique, les paysans malgaches préfèrent souvent minimiser les risques, car «profiter» du système de redistribution en place les rendrait redevables vis-à-vis de la communauté. Mais, pour l'essentiel, ces règles sont suivies, parce que leur utilité pratique a été reconnue par la raison et démontrée par l'expérience (Malinowski, 1968).

Dans son ensemble, les comportements concourent donc vers une reproduction de leur système de gouvernance et tenant en compte des stratégies de moindre risque en ne considérant que des aspects éprouvés et démontrés tout au long de leur vie sociale. Que leurs choix soient impulsés par des pratiques astreignantes de la vie sociale collective ou aient été élaborés dans un calcul utilitaire et pragmatique, les réelles motivations qui trament les stratégies d'action seront relatives à l'aversion au risque. Dans cette optique, il s'agit de privilégier les institutions sociales largement acceptées (concept de légitimité introduisant une harmonie dans les relations des membres de cette société), éprouvées par le temps (concept de stabilité qui induit un sentiment de confiance et de garantie pérennes) et considérées comme équitables.

Or, les perceptions et les représentations locales à l'égard des institutions «contemporaines» mises en place notamment pour la gestion des ressources naturelles (l'administration publique à travers ses différents services, les organismes d'appui divers, etc.) ou pour la redynamisation de la filière sont péjoratives. Les stratégies élaborées par les ruraux face à ces institutions traduisent la défiance.

Le hiatus entre le légal et le légitime fait que certaines dispositions «légales» en termes d'exclusion ne sont plus considérées comme légitimes aux yeux des paysans (Canavésio, 2009). Fut-ce avec une légalité légitimée, les prérogatives offertes aux VOI ne permettent pas d'assumer effectivement les obligations y afférentes (contrôles entre autres). Les VOI ne rassemblent guère de légitimité au niveau de la population rurale. Cette nouvelle institution est ressentie comme parachutée par les institutions contemporaines (l'État notamment) si bien que les mesures prises par ces institutions n'ont presque toujours aucune force contraignante ni coercitive (sanctions face aux infractions relevées non appliquées, démotivation individuelle dans le cadre associatif, etc.), même dans des considérations et représentations rurales légitimes.

Tout ceci entraîne une désorganisation de ce nouveau système d'organisation social introduit par les principes de gouvernance contemporains, et un déséquilibre dans les rapports d'exercice de pouvoir social.

21.5. CONCLUSION

Sur fond de pauvreté, de méfiance devenue traditionnelle et d'inconséquence des politiques agricoles, les institutions sociales traditionnelles restent largement plus efficaces que des comportements de marché ou que les institutions imposées de gouvernance publique. Quelles que soient les conditions, les individus insérés dans ces institutions « communautaires » traditionnelles semblent assurés de la justesse de leurs relations d'échange même si ces institutions semblent bousculées par les innovations institutionnelles.

Une première perspective de solution serait ainsi de produire des structures à même de garantir ce type de besoin : permettre l'existence de structures au moins aptes à fournir des garanties sur les risques et sur la justice/justesse des échanges.

En soi, ce ne sont pas spécifiquement les politiques qui sont inadéquates, c'est surtout leur ineffectivité et les arrangements locaux qui produisent des effets dits pervers.

Il conviendrait donc de veiller à ce que les structures de gouvernance et de contrôle des ressources forestières soient plus efficaces, ce qui favoriserait des stratégies locales plus « productives ».

Enfin, dans une perspective de production pérenne, il apparaît que les facteurs de production relatifs à l'approvisionnement et aux débouchés sont prépondérants. Assurer des circuits stables et réguliers aptes à assurer les besoins dans ces deux segments serait un premier pas (de géant) dans la durabilité de la filière séricicole dans les régions concernées. C'est à ce niveau que le marché international pourrait fournir quelques expérimentations contrôlées stimulantes. Par contre, dans une perspective d'appui à la filière, certains acteurs seraient sans doute à écarter (les intermédiaires comme les boutiques de luxe notamment) dans la mesure où ils amputent grandement les capacités des paysans en termes technologiques. La distribution et l'équité de marges bénéficiaires ramenées proportionnellement et équitablement aux processus de production ne laissent pas beaucoup de marges aux capacités en innovations technologiques au niveau des acteurs ruraux.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier la CUD pour le support financier qui a permis la réalisation de tout ce travail de recherche ; ainsi que toute l'équipe du projet GeVaBo pour tous leurs apports et soutiens. Des remerciements particuliers sont également adressés aux habitants des villages étudiés pour leur disponibilité et leur accueil chaleureux.

21.6. BIBLIOGRAPHIE

- Bonte P. & Izard M., 2002. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris : PUF.
- Canavésio R., 2009. *Institutionnalisation de la protection environnementale et développement de l'artisanat minier dans les espaces sensibles de Madagascar*. Études Caribéennes, <http://etudescaribeennes.revues.org/3622> (20.11.2011).
- CITE et al., 2007. *Collecte d'informations sur la filière soie dans le cadre de l'appui à la gestion des informations économiques pour le VMSL – Rapport final d'études*. Antananarivo : Programme SAHA – Coordination Imerina.

- CITE et al., 2009. *Étude nationale de la filière soie ; Régions Analamanga, Ambalavao, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Itasy*. Antananarivo : Programme de Développement Rural (SAHA) Suisse-Madagascar.
- Duteurtre G., Koussou M.O. & Leteuil H., 2000. *Une méthode d'analyse des filières*. N'Djamena : CIRAD/LRVZ/DPPASA.
- Gannon F. & Sandron F., 2008. Échange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne. Une lecture conventionniste. *Écon. rurale*, **292**, 50-67.
- Gereffi G., Korzeniewicz M. & Korzeniewicz R.P., 1994. Introduction: Global Commodity Chains. In: Gereffi G. & Korzeniewicz M. (eds). *Commodity Chains and Global Capitalism*. Westport, USA: Greenwood Publishing Group, Inc.
- Gondard-Delcroix R. & Rousseau S., 2004. Vulnérabilité et Stratégies durables de gestion des risques : Une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar. *Développement durable et territoires*. Dossier 3. <http://developpementdurable.revues.org/1143> (09.01.2010).
- Graeber D., 1995. Dancing with corpses reconsidered: an interpretation of famadihana (in Arivonimamo Madagascar). *Am. Ethnol.*, **22**(2), 258-278.
- Hopkins T. & Wallerstein Z., 1994. Commodity Chains: Construct and Research. In: Gereffi G. & Korzeniewicz M. (eds). *Commodity Chains and Global Capitalism*. Westport, USA: Greenwood Publishing Group, Inc.
- Malinowski B., 1968. *Trois essais sur la vie sociale des primitifs*. Paris : Payot & Rivages. Coll. Petite Bibliothèque Payot.
- Olivier de Sardan J.P., 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : Karthala.
- Olivier De Sardan J.P., 2008. *La rigueur du qualitatif, Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve, Belgique : Academia – Bruylant.
- Rakotoalison M. et al., 2000. *Le landibe Borocera du tapia Arivonimamo II, évolution historique de la filière landibe : la commercialisation et la stratégie de relance de l'élevage à partir des deux VOI gelose « santatra et Meva » de Kianjanarivo et d'Antsampanimahazo*. Arivonimamo : FDP/SR/C.
- REDD-FORECA, 2009. *Forêts engagées comme Réservoirs de Carbone à Madagascar*. Document de synthèse. Berne, Suisse : Direction du Développement et de la Coopération ; Eschborn, Allemagne : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.
- Serre-Ratsimandisa G., 1978. Théorie et pratique du «fokonolona» moderne à Madagascar. *Rev. Can. Étud. Afr.*, **12**(1), 37-58.
- SISEM, 1984. *Étude sur le développement de la soie : évaluation des opérations des fermes d'état d'Ihadilanana et de Sakay-Ampefy*. Antananarivo : Ministère de la Production Animale (Élevage et Pêche) et des Eaux et Forêts.
- Thierry B. et al., 2008. *Potentialités de la filière soie sur la région d'Itasy. Étude de cas programme pays Madagascar*. Antananarivo : Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER), Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.
- Trefon T. & Cogels S., 2007. *Espaces périurbains d'Afrique centrale et gouvernance environnementale*. Bruxelles : Université Libre de Bruxelles.
- Willame J.C., 1994. *Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines : Madagascar, Somalie, Zaïre*. Bruxelles : Institut Africain-CEDAF ; Paris : L'Harmattan.